

# RELATIONS RUSSO-AMÉRICAINES : LA « NOUVELLE RÉALITÉ » ET COMMENT LA COMBATTRE

60

POLITIQUE ÉTRANGÈRE/DÉFENSE

Toute personne ayant été confrontée à une grave maladie connaît la différence entre un état « sérieux mais stable » et un état « critique ». Le premier signifie que la guérison n'est pas pour demain, qu'il n'y a pas encore de dynamique positive, mais que le pronostic vital n'est pas engagé. Le patient peut donc être transféré du service de réanimation dans une chambre normale où, pas à pas, on tentera d'en arriver à cette dynamique positive.

Il en va tout autrement d'un « état critique ». Des fonctions vitales commencent à avoir de sérieux « ratés » et, sans des soins intensifs immédiats, la fin est quasi certaine. Transfusions, respiration artificielle, tout est bon pour « tirer le malade de l'au-delà ».

Par Andreï Kortounov, directeur général du Conseil russe pour les Affaires internationales (RIAC).

« État critique » : tel pouvait être, en 2015, le diagnostic des relations russo-américaines. Depuis les événements dramatiques en Ukraine, tout contact ou presque était rompu au niveau étatique, à l'exception d'échanges téléphoniques de plus en plus rares entre les deux présidents et de rencontres épisodiques entre les responsables des Affaires étrangères de l'un et l'autre pays. Les hostilités verbales avaient atteint, de part et d'autre, une violence dont même les vétérans des batailles idéologiques de la « guerre froide » n'avaient pas souvenir. Les opinions publiques, de leur côté, viraient à cent quatre-vingts degrés : désormais, en Russie comme aux États-Unis, l'autre « camp » était perçu comme la principale menace pour la sécurité nationale, plus grave que les dangers du terrorisme international ou la prolifération nucléaire. Pour la première fois depuis des décennies, la possibilité d'un conflit armé direct entre les deux pays cessait d'être une fantaisie paranoïaque. Elle prenait des formes concrètes, se changeait en scénarios réalistes.

La fulgurante dégradation des relations était particulièrement « navrante » (terme employé par le vice-ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, Sergueï Riabkov, pourtant peu enclin au « pathos »), sur fond de nette « rémission » depuis plusieurs années – période entrée dans l'Histoire sous l'appellation de « redémarrage » (*reset*). La rémission, hélas, n'était que temporaire. Lui succéda une nette et rapide aggravation du mal.

On peut discuter à l'envi du moment où cette tendance nouvelle s'est affirmée. Au printemps 2011, quand les forces de l'OTAN lançaient une opération militaire en Libye, en interprétant assez librement certaines résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU ? À l'automne de la même année, aux premiers signes de divergences profondes entre Moscou et Washington à propos du règlement de la crise syrienne ? La fracture s'était-elle plutôt produite en mai 2012, lorsque Vladimir Poutine était revenu au Kremlin ? Ou le point de non-retour avait-il été atteint à l'été 2013, quand la Russie avait offert l'asile à l'ancien collaborateur de la NSA, Edward Snowden, tandis que la Maison-Blanche annulait la visite officielle de Barack Obama à Moscou ?

Une chose est sûre : tout ramener à la crise ukrainienne serait simplificateur. Le conflit touche à des principes, à des représentations essentielles de l'état et des perspectives de développement des relations internationales, des fondements du nouvel ordre mondial, du rôle des grandes puissances dans le monde,

pour ne rien dire de la démocratie, des droits de l'homme et des valeurs. Avec la crise ukrainienne, le mal, latent, a atteint une phase aiguë, mais la maladie s'était déclarée bien avant.

En un sens, on peut affirmer qu'il s'agit d'une maladie génétique, héritée par les hommes politiques actuels de leurs prédécesseurs du temps de la « guerre froide ». Les plus belles années du « redémarrage » ne conservaient-elles pas une part de défiance et de suspicion mutuelles, et la plus grande réalisation de cette période – la signature par Dmitri Medvedev et Barack Obama du nouveau traité START – ne s'inscrivait-elle pas dans la logique des accords soviéto-américains sur les armes nucléaires de l'époque de la Détente, au début des années 1970 ? Leonid Brejnev et Richard Nixon auraient tout aussi bien pu apposer leurs signatures au bas du nouveau traité. Aucune percée n'avait été réalisée, de même qu'il n'y en avait pas eu sur le terrain économique, dans la résolution des problèmes globaux ou le règlement des conflits régionaux.

Il serait naïf, au demeurant, d'imaginer qu'il existe une potion magique à même de stopper net la progression du mal. Ni les compromis potentiels sur les questions ukrainiennes, ni le changement d'équipe imminent à la Maison-Blanche, ni les graves crises latentes en divers points du monde n'apporteront une guérison rapide et définitive. Manifestement, pour extirper le mal, il faudrait que les deux pays passent par une longue, douloureuse et complexe phase d'adaptation aux nouvelles réalités du XXI<sup>e</sup> siècle, qu'ils réévaluent leur rôle dans les relations internationales, repensent leur passé, dépassent nombre d'illusions et de préjugés hérités du siècle dernier. Un processus qui ne pourra se faire que sur de longues années, voire des décennies.

Les relations russo-américaines n'ont jamais été sans nuage : les interventions américaines dans l'ex-Yougoslavie et en Irak, le procès intenté à Khodorkovski et la « liste Magnitski », l'élargissement de l'OTAN et la guerre dans le Caucase du Sud ont été autant d'épreuves sérieuses. Néanmoins, la crise actuelle est beaucoup plus aiguë, profonde, générale. De toute évidence, elle sera aussi la plus longue de ces dernières décennies : aucune issue ne semble se profiler dans un avenir plus ou moins proche.

## SOUVENIRS DU FUTUR ?

Il est de bon ton, aujourd'hui, de parler d'une nouvelle « guerre froide » et de tracer des parallèles entre l'actuelle confrontation Moscou-Washington et celle, soviéto-américaine, des années 1950-1980. Ce type de parallèle n'est pas tout à fait juste : si, dans les années de la « guerre froide », les relations entre le Kremlin et la Maison-Blanche étaient l'axe de la politique mondiale, au XXI<sup>e</sup> siècle, bien qu'elles demeurent importantes, elles sont loin de constituer un élément déterminant du système international. Le monde a cessé d'être bipolaire et il est impossible de le ramener à la stricte bipolarité de la « guerre froide ».

Ajoutons qu'il manque à la confrontation d'aujourd'hui le fondement idéologique (communisme contre démocratie libérale) qui prédéterminait le caractère « total » de cet affrontement. Si le monde contemporain connaît un conflit de civilisations, ce n'est certes pas entre les États-Unis et la Russie, mais entre le libéralisme occidental et le fondamentalisme islamique.

Enfin, si la Russie demeure, par son potentiel, une grande puissance, elle n'est pas l'Union soviétique et n'est pas en mesure de concurrencer les États-Unis dans tous les domaines, notamment ceux de l'économie et des nouvelles technologies. Sur le plan économique, le pays le plus proche, au XXI<sup>e</sup> siècle, de l'Union soviétique n'est certainement pas la Russie, mais la Chine (à ceci près – et ce n'est pas négligeable – qu'il y a aujourd'hui, entre Pékin et Washington, une grande interdépendance économique, inexistante, autrefois, entre l'URSS et l'Amérique ; inévitablement, cette interdépendance freine la rivalité sino-américaine).

Ce qui vient d'être dit ne signifie aucunement que l'état actuel des relations bilatérales soit moins dangereux qu'il ne l'était au temps de la « guerre froide ». Ce serait plutôt le contraire. Durant les décennies de « guerre froide », Moscou et Washington étaient parvenues à élaborer, accorder et fixer des « règles du jeu », permettant de limiter les risques d'une confrontation incontrôlée. Ensemble, les adversaires avaient réussi à mettre en place toute une infrastructure de canaux de communication, de mécanismes consultatifs, d'accords bi- et multilatéraux ayant vocation à rendre les relations plus prévisibles et contrôlables. En d'autres termes, le système de la « guerre froide » était globalement stable, d'où le fait qu'elle ait duré, quasi inchangée, sur une période assez longue.

La situation actuelle ne saurait être qualifiée de « stable ». Presque tous les canaux de communication entre Moscou et Washington sont bloqués, la base

juridique des relations russo-américaines se délite littéralement à vue d'œil, de même qu'il n'existe plus, dans la politique mondiale, de « règles du jeu » acceptables de part et d'autre. Les risques de conflits, dus au hasard, à des incidents techniques ou à des actions de la partie adverse mal interprétées, augmentent objectivement. La part personnelle et psychologique des relations entre les *leaders* des deux pays surgit de plus en plus souvent au premier plan, ce qui, sur fond d'instabilité croissante du système international – multiplication des crises régionales, montée du terrorisme, menace persistante de prolifération des armes de destruction massive, entre autres –, est particulièrement dangereux.

Les événements qui, tout récemment, ont affecté les relations russo-américaines, permettent de conclure que Moscou et Washington commencent à percevoir l'ampleur des menaces induites par la situation et sa dynamique. On note des progrès dans les consultations bilatérales sur l'Ukraine. La coopération sur les questions posées par la transition politique en Syrie n'est plus au point mort. La Russie et les États-Unis gardent une position commune à propos du dossier nucléaire iranien et de la prolifération des armes nucléaires dans la péninsule coréenne.

Il serait prématuré, toutefois, de parler d'une stabilisation des relations, fût-ce à un niveau assez bas. La campagne présidentielle américaine vient encore compliquer les choses, rétrécissant fortement l'horizon de la politique étrangère pour la Maison-Blanche et augmentant les incertitudes, tant pour les partenaires de Washington sur la scène internationale que pour ses adversaires. Bref, peu d'éléments permettent d'envisager un « jeu à la hausse ».

En partant de l'aphorisme bien connu de Bismarck, qui fait de la politique « l'art du possible », tentons, à présent, de définir ce qui est ou non possible dans les relations russo-américaines, à court et moyen termes.

## FICTION : LES SCÉNARIOS D'UN NOUVEAU « REDÉMARRAGE »

Tout laisse à penser qu'il sera impossible, à court ou moyen terme, de parvenir à l'essentiel : restaurer la confiance. Aucune rencontre au sommet, aucune « seconde voie », aucun accord sur des questions privées ne saurait résoudre le problème d'une grave suspicion mutuelle ni faire oublier d'innombrables griefs et vexations. La confiance ne peut être restaurée entre Moscou et

Washington que par des actions communes, une coopération dans la résolution de problèmes importants pour les deux parties ; or, la possibilité de cette coopération est, aujourd'hui et dans un avenir proche, très limitée.

Deuxième point : Russes et Américains n'auront sans doute pas la même approche des grands axes du développement mondial, des forces motrices de ce développement, du nouvel ordre mondial, du destin souhaitable des principales organisations internationales, des réformes du droit international, etc. Il existe, entre le Kremlin et la Maison-Blanche, de profondes divergences d'interprétation de ce qui est « légal », « juste » et « éthique » dans la politique mondiale. Là encore, on constate une « différence de valeurs » entre les élites politiques russes et américaines, bien que, pour les valeurs fondamentales, celle-ci ne semble pas aussi évidente dans l'opinion des deux pays.

Troisièmement, le manque de confiance et l'absence d'une vision commune rendent quasi irréaliste le scénario d'un second « redémarrage », quelle que soit la personne qui, à compter de janvier 2017, occupera la Maison-Blanche. Le « redémarrage » n'a été possible que grâce à un exceptionnel concours de circonstances historiques, ce qui ne l'a pas empêché de s'épuiser rapidement. Il est d'autant moins vraisemblable dans le contexte actuel, où les « circonstances historiques favorables » se sont changées en leur contraire.

Trois scénarios sont envisageables, selon lesquels une avancée pourrait réellement s'effectuer dans les relations entre Moscou et Washington. Le premier serait, de fait, une capitulation des États-Unis, due à une « surtension impériale », une aggravation du conflit avec la Chine et la nécessité d'une révision des engagements internationaux américains. Dans le cas d'un départ américain du Moyen-Orient, d'un affaiblissement marqué de l'OTAN, d'un moindre engagement des États-Unis dans la crise ukrainienne, d'un gel du programme européen de défense antimissile, Moscou pourrait imposer à Washington ses « règles du jeu » dans les relations bilatérales. La probabilité de voir se réaliser ce scénario est, manifestement, très mince.

Le deuxième scénario se fonderait, à l'inverse, sur une éventuelle capitulation ou, à tout le moins, une retraite stratégique de la Russie. Une aggravation des problèmes économiques, renforcée par le maintien des sanctions occidentales, un accroissement des tensions sociales, une opposition politique plus active, seraient autant de facteurs susceptibles de conduire, sinon à un changement complet de régime politique, du moins à une reconsidération radicale de

l'actuelle politique étrangère du Kremlin, à un refus de la confrontation avec l'Amérique et à un retour à une stratégie de rapprochement maximal avec l'Occident, sur le modèle du début des années 1990, fût-ce au prix de concessions unilatérales de Moscou. Les chances de réalisation de ce scénario sont également quasi nulles.

Enfin, le troisième scénario prévoit que, dans un avenir proche, la Russie et les États-Unis seront confrontés à un défi d'une telle ampleur que leurs divergences actuelles ne leur paraîtront plus aussi fondamentales, à défaut d'être négligeables. Les partisans de ce scénario établissent un parallèle avec l'alliance soviéto-américaine des années de la Seconde Guerre mondiale, pendant lesquelles Joseph Staline et Franklin Roosevelt furent contraints de passer outre leurs préventions et suspicions mutuelles pour combattre un ennemi commun mortel. Diverses menaces du XXI<sup>e</sup> siècle peuvent parfaitement tenir la place du nazisme – depuis les changements catastrophiques qui affectent le climat à l'échelle mondiale jusqu'à l'extension effrénée du terrorisme international.

Ce scénario retient davantage l'attention que les précédents. Il semble toutefois peu vraisemblable dans un avenir proche. L'apparition sur la scène internationale d'un réseau terroriste d'un type nouveau, sous la forme de l'État islamique, n'a malheureusement pas entraîné à ce jour un tournant radical dans les relations russo-américaines. Dans la lutte contre l'État islamique, la coopération russo-américaine est, dans le meilleur des cas, de nature tactique, sachant que l'une et l'autre parties ne cessent de s'accuser mutuellement de soutenir, ouvertement ou non, leur ennemi commun. L'on voudrait croire qu'à l'avenir, cette situation changera, mais rien, à l'heure actuelle, ne permet de justifier pareil optimisme.

Que peut-on, dès lors, considérer comme étant de l'ordre du « possible » dans les relations russo-américaines ? Il faut manifestement, pour répondre à cette question, se tourner vers les domaines des relations internationales où le rôle de la Russie et des États-Unis demeurera considérable à court ou moyen terme, et où, sans collaboration active du Kremlin et de la Maison-Blanche, les deux parties se heurteront à des problèmes croissants. Il est clair que l'implication de Moscou et de Washington dans la politique et l'économie mondiales est asymétrique et que leur impact sur tel ou tel domaine des relations internationales n'est pas le même. Néanmoins, les secteurs où leurs intérêts se recoupent sont assez importants.

## LES IMPÉRATIFS DES INTÉRÊTS COMMUNS

Tout d'abord, malgré des perceptions divergentes de l'ordre mondial à venir, la Russie et les États-Unis n'ont aucun intérêt à une destruction brutale et totale de l'ordre mondial actuel. Les deux puissances visent le maintien du *statu quo* global. Dans le nouvel ordre mondial, quelque forme qu'il prenne, le rôle de Moscou et de Washington sera moindre. Aussi la coopération russo-américaine, aux fins de préserver « l'ossature » du système international actuel (avant tout, l'ONU), a-t-elle des chances de se poursuivre. Les deux pays ont intérêt à élargir les agendas du G20. Sont, de même, à préserver les possibilités d'une action positive, quoique limitée, des deux États sur la conservation et l'élargissement des organisations régionales (OSCE, APEC ou Conseil arctique).

De toute évidence, la Russie et les États-Unis ont – et auront – en commun une volonté d'éviter un conflit nucléaire. Quelle que soit l'importance des arsenaux de pays tiers, il n'existe aujourd'hui, comme au temps de la « guerre froide », que deux superpuissances nucléaires – une situation qui perdurera au moins jusqu'à la moitié du XXI<sup>e</sup> siècle. Moscou et Washington, toutefois, ont entamé une nouvelle phase de la course aux armements nucléaires, qui, dans les deux pays, a sa logique et sa force d'inertie.

Il est aisé de deviner que les deux parties s'efforceront de limiter, d'une façon ou d'une autre, les variantes les plus dispendieuses et les plus déstabilisantes de cette compétition. Aussi le retour, à moyen terme, de mécanismes de contrôle des armements paraît-il des plus vraisemblables. Pour faire un parallèle assez grossier avec le temps de la « guerre froide », on peut considérer que Moscou et Washington se retrouvent actuellement dans la situation de la fin des années 1960 (après la rencontre entre Alexei Kossyguine et Lindon Johnson à Glassboro, en juin 1967) : la nécessité d'un contrôle bilatéral des armements nucléaires était déjà une évidence, mais le contexte défavorable de l'époque – escalade dans la guerre du Vietnam, événements de Tchécoslovaquie en 1968 – ne devait pas permettre, pendant plusieurs années, d'entamer des pourparlers sérieux.

Les intérêts russes et américains coïncident aussi en ce qui concerne la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et le terrorisme international. Rappelons que la coopération active des deux pays sur la question des armes chimiques en Syrie et le nucléaire iranien s'est poursuivie même au plus

fort de la crise ukrainienne. Certes, l'absence de confiance mutuelle réduira l'ampleur et la profondeur de cette coopération, mais celle-ci se développera malgré tout, surtout si les groupes terroristes continuent leurs menées sur le territoire des deux pays (« effet 11 septembre »).

Les États-Unis et la Russie sont, respectivement, le premier et le deuxième exportateur d'armes au niveau mondial. De ce point de vue, ils seront principalement en concurrence, mais la tâche de réguler le marché de l'armement restera d'actualité pour les deux pays. L'absence de mécanismes de régulation pourrait avoir des conséquences négatives sur les intérêts russes et américains.

Par la force de diverses circonstances – historiques, économiques, géographiques et autres – Moscou et Washington ont été entraînées dans de multiples conflits sur « l'arc d'instabilité » eurasiatique, des Balkans et du Moyen-Orient à l'Afghanistan et à la péninsule coréenne. Les stratégies russe et américaine, lors de crises régionales concrètes, sont loin de coïncider parfaitement, mais les deux États ont incontestablement des intérêts communs ou similaires. Il est, par exemple, extrêmement douteux que Moscou se fixe pour objectif de supplanter Washington au Moyen-Orient, si le départ des Américains a pour résultat le plus probable la destruction des équilibres régionaux et l'effondrement des États, créant un vide que des extrémistes politiques viendront combler.

Les points de rencontre entre intérêts russes et américains ne manquent pas. Les États-Unis et la Russie demeurent les pays qui accueillent – et de loin – le plus de migrants. Une gestion efficace des flux migratoires, au niveau international, est impossible sans une coopération russo-américaine active, en version bi- ou multilatérale. Les deux États comptent parmi les principaux producteurs de ressources énergétiques du monde. Ils portent donc une part non négligeable de responsabilité dans les changements climatiques à l'échelle de la planète. Leur action conjointe sur les marchés mondiaux de produits alimentaires n'est pas moins nécessaire. On peut également supposer que leur collaboration (ou non-collaboration) sera l'un des facteurs de la réussite ou de l'échec de la communauté internationale dans la lutte contre la cybercriminalité transnationale.

## UNE PAUSE EST-ELLE NÉCESSAIRE ?

Certains considèrent qu'aucun progrès ne pourra être réalisé dans les relations russo-américaines avant l'arrivée à Washington d'une nouvelle administration (donc pas avant janvier 2017). De fait, si l'on prend en compte le délai indispensable à la formation d'une nouvelle équipe présidentielle, il convient de repousser la moindre initiative un peu sérieuse jusqu'à l'été, voire l'automne, de l'année prochaine.

Dans quelle mesure cette vision attentiste des choses est-elle justifiée ? Pour commencer, il ne faut pas exagérer l'importance des divergences partisanes dans l'élaboration et l'application de la politique étrangère américaine. La nouvelle administration (surtout si les Républicains l'emportent) adoptera un autre style, d'autres solutions tactiques, mais non une autre interprétation des intérêts nationaux fondamentaux. En tout état de cause, on ne tournera pas la page pour écrire un nouveau chapitre de l'histoire des relations russo-américaines. Au contraire, plus le successeur de Barack Obama héritera d'un bilan positif de l'actuel locataire de la Maison-Blanche, plus il sera aisé d'aller de l'avant.

La « question russe » – dans la mesure où elle figurera dans la dernière phase de la campagne électorale, durant l'été et l'automne de l'année en cours – aura, malheureusement, un contenu négatif pour Moscou : la polémique se résumera à la question de savoir dans quelle mesure l'administration de Barack Obama a fait preuve de naïveté et de mollesse dans ses relations avec les dirigeants russes. Dans l'intérêt même des relations bilatérales entre les deux pays et de leur évolution, le mieux serait d'alléger au maximum le problème, en réalisant ne fût-ce qu'un progrès symbolique sur deux points essentiels : la Syrie et l'Ukraine.

En outre, la rapidité des changements sur la scène internationale fait de la moindre pause dans le dialogue russo-américain un luxe que nul ne peut se permettre. Il est clair qu'elle aggraverait les crises affectant diverses régions du monde et augmenterait les risques de confrontation directe entre les deux pays, où elle renforcerait les positions des partisans d'une telle confrontation. Le temps joue contre nous.

À quoi faut-il travailler dans l'avenir le plus proche ? Il importe en premier lieu de rétablir pleinement (ou ne fût-ce, dans les conditions actuelles, que le plus largement possible) le dialogue russo-américain à différents niveaux et avec différents interlocuteurs – des militaires aux parlementaires, des fonctionnaires aux

représentants des services spéciaux. Il est évident que l'actuel niveau de coopération ne correspond aucunement à l'ampleur des dangers et défis communs. Le rétablissement du dialogue n'est pas une concession d'une des parties à l'autre, et moins encore l'approbation de la politique menée par l'autre. Mais l'absence de dialogue engendre inéluctablement la défiance, les peurs, ainsi que des risques supplémentaires.

Pour restaurer le dialogue, il est extrêmement important de mettre en sourdine les discours hostiles, au moins au niveau officiel. Cette rhétorique, en effet, fournit les médias en « standards », influe sur l'opinion publique, joue sur les vieux complexes et les instincts les plus obscurs de la conscience nationale. Elle finit par suivre sa propre logique et sa propre inertie, et il devient plus difficile de revenir en arrière. Bien plus, dès lors que la propagande officielle ou semi-officielle s'en prend aux personnes pour discréditer les dirigeants du pays opposé, le rétablissement d'un dialogue constructif devient très difficile, sinon impossible.

D'un autre côté, il faut faire en sorte de préserver au maximum les aspects positifs des relations russo-américaines de l'impact négatif de la crise actuelle. Cela concerne la coopération bilatérale sur les problèmes de l'Arctique, la recherche spatiale, une série de projets scientifiques prioritaires pour les deux pays, les partenariats universitaires et les échanges entre municipalités. Il sera peut-être impossible de détacher ces aspects du contexte politique négatif, mais on peut et on doit y tendre.

Le degré élevé de la confrontation russo-américaine peut être réduit par la participation des deux États à de multiples initiatives et événements multilatéraux : G20, APEC, institutions économiques et financières internationales. Ce n'est pas un hasard si les progrès réalisés dans la résolution du nucléaire iranien ont pu l'être précisément sous ce format ; il en va de même pour les pourparlers avec la Corée du Nord ou la question syrienne... Ce format permet aux deux pays de montrer plus de souplesse, en évitant de donner l'impression de se faire des concessions mutuelles et en s'appuyant sur un consensus multilatéral.

Le rétablissement et le développement du dialogue avec les sociétés civiles russe et américaine est une tâche urgente, bien que complexe. Les deux parties pourraient, en l'occurrence, opérer un glissement dans leurs positions : la Russie, en cessant de considérer toute organisation à but non lucratif comme un instrument de plus entre les mains du Département d'État ou de la CIA, et les

États-Unis, en cessant de réduire la société civile de Russie à un petit nombre de leurs partenaires traditionnels, inclinant souvent à l'opposition politique hors système. Un coup fracassant a été porté, ces dernières années, à l'interaction de ces sociétés civiles. Il sera très difficile de rétablir le dialogue, mais si nous ne parvenons pas à résoudre ce problème essentiel, nous n'arriverons jamais à instaurer des relations positives stables entre les deux pays.

Très actuelle, aussi, est la tâche voisine consistant à renforcer et développer les études russes aux États-Unis et américaines en Russie. De part et d'autre, les communautés professionnelles connaissent depuis longtemps de grandes difficultés financières, auxquelles s'ajoute, aujourd'hui, un contexte politique biaisé. La frontière entre spécialistes et propagandistes, entre science académique et journalisme à prétentions scientifiques devient de plus en plus floue. Des expertises indépendantes de piètre qualité et le peu d'intérêt porté aux bonnes expertises réduisent objectivement les chances de réorienter les relations russo-américaines de façon constructive.

La sortie de cette crise n'est manifestement pas pour demain. Les choses, hélas, sont allées trop loin, et l'inertie de la défiance actuelle, de la suspicion mutuelle et de la confrontation, demeurera encore pour de longues années. Dans le contexte que nous connaissons aujourd'hui, les tâches les plus urgentes consistent à déterminer le « fond » de la crise et à inverser le signe de sa dynamique de négatif en positif. Et, bien sûr, chacune des parties doit tirer les leçons de cette dernière phase, complexe et dangereuse, des relations bilatérales. Comme aiment à dire nos collègues américains : « *Never let a good crisis go to waste!* » (Il ne faut pas laisser une bonne crise éclater pour rien.)